**Tale - HISTOIRE (24), La démocratisation de l’Europe méridionale et les élargissements de la CEE.**

Du milieu des années 1970’ au milieu des années 1980’, la physionomie géopolitique de l’Europe de l’Ouest a radicalement changé : les États méridionaux ont terminé leur transition démocratique et se sont intégrés à la Communauté Économique Européenne (CEE), rejoignant les pays de la Mer du Nord.

\* \* \*

**La « Révolution des œillets » (1974) ouvre en Europe méditerranéenne une décennie de transition politique vers la démocratie.** Le Mouvement des Forces Armées (MFA) portugais s’est structuré depuis 1972 devant la défaite annoncée dans les guerres coloniales (1961-1975). Le général António de SPINOLA publie *Le Portugal et l’avenir* (1974), programme de démocratisation, de décolonisation et de développement économique. Le coup d’État de 1974 mené par l’armée de terre portugaise avec l’aide de la population civile met un terme à la dictature nationaliste de SALAZAR (1930-1968) et au régime corporatiste et conservateur de l’*Estado Novo*. Les exilés politiques reviennent dont le socialiste SOARES (Premier Ministre 1976-1978 et 1983-1985, président de la République 1986-1996) et le communiste CUNHAL. En Espagne, dictature fasciste depuis 1936, la mort du général FRANCO (1975) accélère un processus de transition entamé avec la reconnaissance officielle (1969) de l’Infant d’Espagne, Don Juan Carlos, comme futur roi d’Espagne. Le mouvement franquiste (*Movimiento Nacional*, 1937-1977) impose trois conditions à son acceptation de la transition démocratique : pas de chasse aux sorcières contre les militaires, pas d’indépendance pour la Catalogne ou le Pays Basque, accord des Franquistes pour mettre en place le multipartisme. Juan Carlos Ier nomme SUÁREZ Premier Ministre : en 1976, le droit d’association et de réunion sont reconnus, en 1977 les partis politiques sont légalisés, en 1978 une Constitution est rédigée (Séparation des pouvoirs, multipartisme, décentralisation forte). Les exilés politiques reviennent en Espagne, dont la communiste Dolores IBÁRRURI dite « *La passionaria* » qui s’était illustrée lors du siège de Madrid par les fascistes avec le slogan « *No passarán* ! ». Mais la transition est violente : le terroriste d’extrême-gauche (ETA, organisation terroriste basque) et d’extrême-droite (Coup d’État militaire de 1981) font des dizaines de morts chaque année. L’élection du socialiste Felipe GONZÁLEZ marque la fin de la période de transition et la *Movida* (Mouvement de libération culturelle) dont Pedro ALMODÓVAR est une des icônes marque l’ouverture de l’Espagne sur l’Europe et le monde. En Grèce, depuis la fin de la Première Guerre mondiale, l’armée avait une emprise forte sur le pouvoir politique : cette emprise qui s’était accentuée après la guerre civile grecque culmine lors du coup d’État du colonel PAPADÓPOULOS (1967). Mais la débâcle économique et politique puis les échecs militaires (Chypre, 1974) aboutissent à la formation d’un gouvernement d’union nationale dirigé par la droite républicaine de KARAMANLÍS : en 1975, les responsables du régime militaire sont jugés et emprisonnés, même si la majeure partie de l’appareil politico-militaire de la « dictature des colonels » est intouchable et rejoint la « Nouvelle Démocratie » (Droite libérale) de KARAMANLÍS. L’élection de SARTZETÁKIS, juge d’instruction d’une des plus sombres affaires politiques impliquant l’armée grecque, à la présidence de la République (1985-1990) signe la normalisation de la vie démocratique grecque.

**\***

Parallèlement au mouvement de transition démocratique, et parfois en appui et en accord avec lui, la CEE connaît ses premiers élargissements. **Deux vagues d’élargissements se déroulent entre 1973 et 1986 alors que l’Europe méridionale se démocratise** : d’une part la CEE intègre les pays riverains de la Mer du Nord (Grande-Bretagne, Danemark et Irlande) d’autre part elle intègre les pays en transition démocratique de l’Europe méditerranéenne, (le Portugal, l’Espagne et la Grèce). La réussite économique de la CEE (1957) dont le « marché commun » (1968), et les piètres performances de l’Association Européenne de Libre Échange (AELE) créé par les Britanniques pour contrebalancer la CEE incitent les pays du Nord de l’Europe dans la zone d’influence de la Grande-Bretagne (Irlande, Danemark et Norvège) à demander leur adhésion à la CEE (1972). Le referendum négatif en Norvège ne fait donc entrer que la Grande-Bretagne, l’Irlande et le Danemark. La CEE profite de cette entrée alors que le 1er choc pétrolier (1973-1974) affaiblit les performances économiques continentales. L’Irlande et le Danemark bénéficient en retour des fonds de la Politique Agricole Commune (PAC). La Grande-Bretagne, qui ne profite pas de la PAC du fait de la structure de son économie, obtient en échange la création de subventions au développement régional, dont bénéficie rapidement d’autres pays européens comme l’Italie. L’ouverture au Nord a donc transformé la manière dont la CEE envisageait son rôle et l’amène à s’intéresser aux politiques de développement local, une de ses spécificités aujourd’hui. Elle va par la suite être amenée aussi à consolider les acquis des transitions démocratiques dans les pays de l’Europe méditerranéenne. La Grèce, qui a négocié son adhésion dans l’UE en 1979, entre dans la CEE en 1981, l’Espagne et le Portugal en 1986, constituent « l’Europe des douze », soit 320 millions d’habitants sur 2 millions de km². Pourtant, ces pays sont pauvres et représentent des compétiteurs pour les agricultures des autres pays de la CEE, notamment la France et l’Italie aux secteurs agricoles encore très importants. Des quotas sont donc imposés dans les premières années de l’intégration. L’intégration de la Grèce, à l’inflation et au chômage importants ne peut se comprendre que comme un symbole (La Grèce, mère de l’Europe et de la démocratie). Le clientélisme et le népotisme qui gangrènent la vie politique grecque permettent aussi une corruption importante et un incivisme de l’ensemble de la société grecque qui expliquent la crise budgétaire et financière du pays en 2009. Incontestablement, l’intégration des trois pays méditerranéens a entraîné une exceptionnelle croissance économique, un rattrapage en termes de développement sur les autres pays de la CEE, une consolidation des acquis démocratiques et une ouverture culturelle dont l’Europe a bénéficié en retour. Mais les inégalités sociales se sont creusées dans chacun de ces trois pays, favorisant les villes et la classe moyenne diplômée au détriment des zones rurales. La mise en place de politiques d’aides régionales (Programmes Intégrés Méditerranéens, PIM) a aussi profité à la France et à l’Italie : il est donc réducteur de voir ces intégrations comme les fossoyeurs des agricultures maraîchères françaises et italiennes.

\* \* \*

Désormais l’Europe de l’Ouest constitue un ensemble aussi bien économique, politique qu’idéologique : acquise au libéralisme plus ou moins tempéré, elle s’oppose d’autant au bloc de l’Est, derrière le « rideau de fer », sous la férule soviétique. Rétrospectivement, la décennie 1975-1986 apparaît comme la décennie heureuse du projet européen : le Parlement sort renforcé, l’union monétaire est pensée, la démocratie renforcée.

© **Souleymane** ALI YÉRO, **Erwan** BERTHO & **Ronan** KOSSOU (2020)